

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 42.284/2
DU 14 FÉVRIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 9 février 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "fixant les dates d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 15 mai 2006 modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, le Code d'instruction criminelle, le Code pénal, le Code civil, la nouvelle loi communale et la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption ainsi que de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Cette urgence est motivée par le fait que :

- un nombre important de moyens et de mesures doivent d'urgence permettre aux juges de la jeunesse de répondre de façon adéquate à la délinquance juvénile;
- il convient de faire entrer en vigueur des innovations procédurales au niveau du tribunal de la jeunesse;
- les nouvelles garanties juridiques à l'égard des victimes, des mineurs et des personnes en ayant la garde en droit ou en fait doivent être concrétisées sans délai;
- les mesures de responsabilisation renforcée des parents et des mineurs doivent pouvoir être appliquées d'urgence;
- les accords de coopération qui ont été conclus avec les instances compétentes des Communautés doivent entrer en vigueur sans délai et que les dispositions prises par celles-ci prévoient des mesures pratiques à partir du 2 avril 2007."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Fondement juridique

1. Les articles 28 de la loi du 15 mai 2006 modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, du Code d'instruction criminelle, le Code pénal, le Code civil, la nouvelle loi communale et la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption et 65 de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction habilitent toutes deux le Roi à fixer la date de l'entrée en vigueur de chacune de leurs dispositions.

2. Compte tenu du délai demandé et du nombre de dossiers importants à traiter dans le délai de trente jours, la section de législation du Conseil d'État n'a pu consacrer un temps suffisant à la question de la mise en oeuvre des dispositions réformant le droit de la jeunesse, qui est particulièrement complexe. Cette complexité est notamment due :

- 1/ à la circonstance que la réforme a été mise en oeuvre par deux lois différentes;
- 2/ au fait que ces deux lois, avant même leur complète entrée en vigueur, ont déjà été modifiées plusieurs fois, notamment par une loi "portant des dispositions diverses";
- 3/ à la multiplicité des arrêtés royaux fixant l'entrée en vigueur de certains articles, parties d'articles, voire parties d'articles "en tant qu'il font référence à...", des lois précitées.

L'expression "en tant qu'il fait référence à...", que le projet utilise également, manque de clarté. L'on suppose qu'il faut comprendre, selon les cas, en tant qu'il insère, remplace, modifie, telle ou telle disposition de la loi du 8 avril 1965.

Dans ces conditions, la section de législation du Conseil d'État se limite aux observations suivantes et renvoie pour le surplus aux documents fournis par la déléguée du ministre et annexés au présent avis.

Article 1

Le projet reste en défaut de fixer l'entrée en vigueur de l'article 1^{er}, de la loi du 15 mai 2006, précitée.

Article 4

Le projet reste en défaut de fixer l'entrée en vigueur de l'article 1^{er}, de la loi du 13 juin 2006, précitée.

Article 10

Cette disposition doit être lue en parallèle avec l'article 3 de l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution de la loi du 15 mai 2006 modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, le Code d'instruction criminelle, le Code pénal, le Code civil, la Nouvelle loi communale et la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption et portant exécution de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction. Le Conseil d'État constate cependant qu'il n'y a pas de symétrie totale entre les deux dispositions : il faut viser l'article 37, § 2^{ter}, alinéa 1^{er}, 3/.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

ANNEXE 1

Protection de la jeunesse : entrée en vigueur

Loi	Pas besoin d'entrée en vigueur	16.10.2006	05.08.2007	02.04.2007	01.10.2007	Report de l'entrée en vigueur
15.05.2006	1,28	7, 9, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 23, 24, 25, 26, 27		2, 3, 4, 5, 10, 15	6, 8 pt 1, 12, 20, 22	15 (2.4.07 ? oui) 18 : report jusqu'à ce que le nouveau centre féd. fermé entre en fonction. De même pour l'art. 21, § 4 art. 8, pt 2 n'entrera jamais en vigueur: l'art. 47, al. 3 auquel il renvoie (compétence tb jeunesse en matière d'indemnisation) a été supprimé par amendement

13.06.2006	1, 65	2, 3, 4, 6, 7 (en partie), 8, 9, 10, 12, 15, 16, 17, 18, 19, 22 (sauf 2/), 23, 27, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64	31, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 2/ à 7/, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50, 51	5, 7.2/ (uniquement pour ce qui concerne art. 37, §2, al. 2 et art. 37, §2, al 3, première phrase) et 4/ (uniquement pour ce qui concerne le 3/ - > art. 37, §2ter, 3/), 11, 13, 20, 22, 2/, 25, 26,	14, 21 (sauf §4), 28, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 42.1/, 47	<p>7.7/ d et f (report jusqu'à conclusion et entrée en vigueur accord de coop. sur les 23 ans)</p> <p>art. 37, §2, 3/ : éducateur référent : report à la demande de la Cté fl</p> <p>art. 37, §2, 6/ (prestation positive au sein d'une personne morale) : report jusqu'à ce que les Ctés soient prêtes (1/1/2009 au plus tard)</p> <p>art. 37, §2, 5/, 9/, 10/ et 11/ : report jusqu'à ce que le Ministre de la santé est prêt. Celui renvoie à un accord de coopération nécessaire avec les Ctés.</p> <p>24 : n'entrera jamais en vigueur, puisque l'art. 80 a été supprimé)</p>
------------	-------	---	---	--	---	--

ANNEXE 2

Description détaillée

A. entrée en vigueur au 16/10/06

Il s'agit des articles :

- 2, 3, 4, 6, 7 (sauf le point 4/, alinéa 1, 3/ et le point 7/d) et f)), 8, 9, 10, 12, 15 à 19, 22 (sauf le point 2/), 23, 27, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60 -> 64 de la loi du 13/06/2006
- 7, 9, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 23 -> 27 de la loi du 15/05/06

Leur contenu :

Loi du 13/06/2006 :

Art. 2	: titre
Art. 3	: principes généraux de la justice des mineurs
Art. 4	: copie des décisions et ordonnances à l'avocat du mineur
Art. 6	: modifications légistiques
Art. 7	: (pour partie): partie des mesures
Art. 8	: adaptation loi à la nouvelle numérotation dans l'énumération des mesures
Art. 9	: loi de 90 malades mentaux
Art. 10	: modifications légistiques
Art. 12	: lettre d'avertissement PR + rappel à la loi
Art. 15	: assistance d'un avocat
Art. 16	: convocation parents etc. + sanction en cas de non-comparution
Art. 17	: mesures provisoires
Art. 18	: copie ordonnance + décision au provisoire
Art. 19	: mesures provisoires
Art. 22	: sauf 2/ : adaptation loi à la nouvelle numérotation dans l'énumération des mesures + conditions de révision (mais pas d'entrée en vigueur du 2/ qui concerne la médiation)

Art. 23 : lié à la médiation (victime se désiste de toute action d'indemnisation) -> peut entrer en vigueur, puisque l'article ne renvoie pas à la nouvelle procédure de médiation. Le terrain est demandeur comme ce point pose problème actuellement. Le règlement peut donc bien déjà fonctionner dans le cadre des médiations actuelles

Art. 27 : disposition transitoire

Art. 52 -> 59 : loi de 90

Art. 60 -> 63 : loi Everberg

Art. 64 : toilettage texte

Loi du 15/05/2006 :

Art. 7 loi : adaptation loi à la nouvelle numérotation dans l'énumération des mesures

Art. 9 loi : associer les parents d'accueil à la procédure

Art. 11 loi : le fonctionnaire de police responsable de la privation de liberté d'un mineur informe oralement ou par écrit ses parents, tuteurs personnes ayant la garde

Art. 13 + 14 loi : copie des ordonnances + jugements

Art. 16 + 17 loi : adaptation titre loi dans d'autres lois

Art. 19 loi : plus de réclusion/détention à perpétuité pour jeunes dessaisis

Art. 21 + 23 -> 25 loi : adaptation titre loi dans d'autres lois

Art. 26 loi : évaluation de la loi après 2 ans (attention : 1/9/2008 veut dire : éventuellement avant entrée en fonction du nouveau centre fermé -> la loi permet de faire entrer en vigueur les dispositions pour le 1/1/09 au plus tard)

Art. 27 loi : toilettage texte

B. entrée en vigueur des dispositions suivantes au 2/4/07 :

* **Stage parental** : art. 5, 11, 25 et 26 loi du 13/06/2006

* **Médiation** :

art. 7, point 4/, alinéa 1, 3/; art. 13, 20, 22, 2/ loi du 13 juin 2006

art. 2 -> 5 et 10 loi du 15 mai 2006

- **art. 7.2/loi du 13/06/2006** (uniquement pour ce qui concerne art. 37, §2, al. 2 et art. 37, §2, al 3, première phrase) : limitation mesures pour jeunes de moins de 12 ans (report de cette entrée en vigueur (par rapport à oct 2006) = lié à la problématique (éventuelle) de Bxl : limiter le renvoi aux seules jeunes délinquants -> problème résolu via adaptation article par loi DDU 27/12/06)
- **art. 15 loi du 15 mai 2006** : report de cette entrée en vigueur (par rapport à oct 2006) = lié à la problématique (éventuelle) de Bxl : ne pas limiter le renvoi aux seules jeunes délinquants -> problème résolu via adaptation article par loi DDU 27/12/06)

C. entrée en vigueur des dispositions suivantes au 1/10/07 :

1. Chambre spécialisée (lié au juges de complément):

- * art. 14, 21 sauf § 4, 24, 28, 29, 30, 32, 33, 35, 36 et 47 loi du 13/06/2006
- * art. 6, 8, point 1/, 12, 20 et 22 loi du 15/05/2006

2. Formation obligatoire pour tous les juges de la jeunesse : art. 33, 34 et 42, 1/ loi du 13/06/2006

D. Centre fermé : art. 21 § 4 loi de base et art. 18 loi -> **dépend de la Régie des Bâtiments et des comités d'acquisition**

E. En attente :

- accord des Communautés nécessaire pour l'entrée en vigueur de :

- art. 37, § 2, 3/ (éducateur référent)
- art. 37, § 2, 5/ (aide psychiatrique ambulatoire)
- art. 37, § 2, 6/ (confier à personne morale pour prestation positive)
- art. 37, § 2bis, 4/ : (aide ambulatoire par centre de santé mentale)
- art. 37, § 2ter, 4/ et 5/ : programme de réinsertion scolaire et projet d'apprentissage et de formation

- accord du Ministre Demotte nécessaire pour l'entrée en vigueur de l'art. 37, §2, 9/à11/ : placements en régime hospitalier, psychiatrique ou drogue.

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.284/2
VAN 14 FEBRUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 februari 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de data van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 15 mei 2006 tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het Wetboek van Strafvordering, het Strafwetboek, het Burgerlijk Wetboek, de nieuwe gemeentewet en de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie en van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"Cette urgence est motivée par le fait que :

- un nombre important de moyens et de mesures doivent d'urgence permettre aux juges de la jeunesse de répondre de façon adéquate à la délinquance juvénile;
- il convient de faire entrer en vigueur des innovations procédurales au niveau du tribunal de la jeunesse;
- les nouvelles garanties juridiques à l'égard des victimes, des mineurs et des personnes en ayant la garde en droit ou en fait doivent être concrétisées sans délai;
- les mesures de responsabilisation renforcée des parents et des mineurs doivent pouvoir être appliquées d'urgence;
- les accords de coopération qui ont été conclus avec les instances compétentes des Communautés doivent entrer en vigueur sans délai et que les dispositions prises par celles-ci prévoient des mesures pratiques à partir du 2 avril 2007."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Rechtsgrond

1. Zowel bij artikel 28 van de wet van 15 mei 2006 tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het Wetboek van Strafvordering, het Strafwetboek, het Burgerlijk Wetboek, de nieuwe gemeentewet en de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie als bij artikel 65 van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, wordt de Koning gemachtigd om de datum te bepalen waarop elk van de bepalingen van deze wetten in werking treden.

2. Gelet op de aangevraagde termijn en op het aantal belangrijke dossiers dat binnen een termijn van dertig dagen moet worden behandeld, heeft de afdeling wetgeving niet voldoende tijd kunnen besteden aan de kwestie van de tenuitvoerlegging van de bepalingen tot hervorming van het jeugdrecht, wat een bijzonder complexe aangelegenheid is. Die complexiteit is inzonderheid te wijten aan :

- 1/ de omstandigheid dat de hervorming tot stand is gebracht door twee afzonderlijke wetten;
- 2/ het feit dat die beide wetten, zelfs voordat ze volledig in werking zijn getreden, reeds herhaaldelijk gewijzigd zijn, inzonderheid door een wet "houdende diverse bepalingen";
- 3/ de veelheid aan koninklijke besluiten tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van bepaalde artikelen, delen van artikelen, zelfs delen van artikelen "voor zover ze refereren aan ..." van de voormelde wetten.

De uitdrukking "voor zover het refereert aan ...", die eveneens in het ontwerp wordt gebezigd, is niet duidelijk genoeg. Aangenomen wordt dat daaronder naargelang van het geval moet worden verstaan dat daarbij deze of gene bepaling van de wet van 8 april 1965 ingevoegd, vervangen of gewijzigd wordt.

In deze omstandigheden bepaalt de afdeling wetgeving van de Raad van State zich tot de volgende opmerkingen en verwijst ze voor het overige naar de stukken die de gemachtigde van de Minister heeft overgelegd en die als bijlage bij dit advies zijn gevoegd.

Artikel 1

Het ontwerp laat na te bepalen wanneer artikel 1 van de voornoemde wet van 15 mei 2006 in werking treedt.

Artikel 4

Het ontwerp laat na te bepalen wanneer artikel 1 van de voormelde wet van 13 juni 2006 in werking treedt.

Artikel 10

Deze bepaling moet in onderling verband worden gelezen met artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de wet van 15 mei 2006 tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het Wetboek van Strafvordering, het Strafwetboek, het Burgerlijk Wetboek, de nieuwe gemeentewet en de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie en tot uitvoering van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd. De Raad van State constateert evenwel dat er tussen beide bepalingen geen volledige symmetrie bestaat : er behoort te worden verwezen naar artikel 37, § 2^{ter}, eerste lid, 3/.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

BIJLAGE I

Jeugdbescherming : inwerkingtreding

Wet	Behoeft geen inwerkingtreding	16.10.2006	05.08.2007	02.04.2007	01.10.2007	Uitstel van de inwerkingtreding
15-05-2006	1, 28	7, 9, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 23, 24, 25, 26, 27		2, 3, 4, 5, 10, 15	6, 8 punt 1, 12, 20, 22	<p>15 (2.4.07 ? ja)</p> <p>18: uitstel totdat het nieuwe gesloten federaal centrum in werking gesteld wordt. Hetzelfde geldt voor art. 21, § 4</p> <p>art. 8, punt 2 zal nooit in werking treden: artikel 47, derde lid, waarnaar het verwijst (bevoegdheid van de jeugdrechtsbank inzake schadevergoeding) is opgeheven bij amendement</p>

13.06.2006	1, 65	2, 3, 4, 6, 7 (gedeeltelijk), 8, 9, 10, 12, 15, 16, 17, 18, 19, 22 (behalve 2/), 23, 27, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64	31, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 2/ tot 7/, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50, 51	5, 7.2/ (uitsluitend wat betreft art. 37, § 2, tweede lid en art. 37, § 2, derde lid, eerste zin) en 4/ (uitsluitend wat betreft 3/ - >art. 37, § 2ter, 3/), 11, 13, 20, 22, 2/, 25, 26	14, 21 (behalve § 4), 28, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 42.1/, 47	<p>7.7/ d en f (uitstel totdat het samenwerkingsakkoord inzake de 23 - jarigen gesloten en in werking getreden is)</p> <p>art. 37, § 2, 3/: referentieopvoeder: uitstel op verzoek van de Vlaamse Gemeenschap</p> <p>art.37, § 2, 6/ (positieve prestatie bij een rechtspersoon): uitstel totdat de gemeenschappen klaar zijn (uiterlijk 1.1.2009)</p> <p>art. 37, § 2, 5/, 9/, 10/ en 11/: uitstel totdat de Minister van Volksgezondheid klaar is. Hij verwijst naar een noodzakelijk samenwerkingsakkoord met de gemeenschappen.</p> <p>24: zal nooit in werking treden, aangezien artikel 80 opgeheven is</p>
------------	-------	---	---	---	---	---

BIJLAGE 2

Kitvoerige beschrijving

A. inwerkingtreding op 16-10-06

Het betreft de artikelen :

- 2, 3, 4, 6, 7 (behalve punt 4/, eerste lid, 3/ en punt 7/ d) en f)), 8, 9, 10, 12, 15 tot 19, 22 (behalve punt 2/), 23, 27, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60 - > 64 van de wet van 13-06-2006
- 7, 9, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 23 - > 27 van de wet van 15-05-2006

De inhoud:

Wet van 13.06.2006 :

- | | |
|---------|--|
| Art. 2 | : opschrift |
| Art. 3 | : algemene beginselen van de rechtsbedeling ten aanzien van minderjarigen |
| Art. 4 | : kopie van beslissingen en beschikkingen aan de advocaat van de minderjarige |
| Art. 6 | : wetgevingstechnische wijzigingen |
| Art. 7 | : (gedeeltelijk): een gedeelte van de maatregelen |
| Art. 8 | : aanpassing van de wet aan de nieuwe nummering in de opsomming van de maatregelen |
| Art. 9 | : wet 1990, geesteszieken |
| Art. 10 | : wetgevingstechnische wijzigingen |
| Art. 12 | : waarschuwingsbrief Procureur des Konings + herinnering aan wettelijke verplichtingen |
| Art. 15 | : bijstand van een advocaat |
| Art. 16 | : oproeping ouders enz + strafmaatregel in geval van niet-verschijning |

Art. 17	: voorlopige maatregelen
Art. 18	: kopie van beschikking + voorlopige beslissingen
Art. 19	: voorlopige maatregelen
Art. 22	: behalve 2/ : aanpassing wet aan de nieuwe nummering in de opsomming van maatregelen + voorwaarden voor herziening (maar geen inwerkingtreding van punt 2/ dat betrekking heeft op bemiddeling)
Art. 23	: houdt verband met bemiddeling (het slachtoffer doet afstand van elke vordering tot schadevergoeding) - > kan in werking treden, aangezien het artikel niet verwijst naar de nieuwe bemiddelingsprocedure. De mensen uit het veld vragen hierom, daar dat punt momenteel moeilijkheden doet ontstaan. De regeling kan dus nu al gebruikt worden binnen het bestek van de huidige mogelijkheden inzake bemiddeling
Art. 27	: overgangsbepaling
Art. 52 -> 59	: wet van 1990
Art. 60 -> 63	: wet - Everberg
Art. 64	: opschoning van de tekst

Wet van 15-05-2006 :

Art. 7 wet	: aanpassing van de wet aan de nieuwe nummering in de opsomming van de maatregelen
Art. 9 wet	: opvangouders betrekken bij de procedure
Art. 11 wet	: de voor de vrijheidsberoving verantwoordelijke politieambtenaar brengt de ouders van de minderjarige, diens voogden of de personen die hem in bewaring hebben, mondeling of schriftelijk op de hoogte
Art. 13 + 14 wet	: afschrift van de beschikkingen + vonnissen
Art. 16 + 17 wet	: aanpassing van het opschrift van de wet in andere wetten
Art. 19 wet	: geen levenslange opsluiting of levenslange hechtenis meer voor jongeren tegen wie een uithandengeving is uitgesproken
Art. 21 + 23 -> 25 wet	: aanpassing opschrift van de wet in andere wetten

Art. 26 wet : evaluatie van de wet na 2 jaar (opgelet: 1.9.2008 betekent: eventueel nog vóór het nieuwe gesloten centrum in werking wordt gesteld - > de wet voorziet in de mogelijkheid om de bepalingen in werking te laten treden tegen uiterlijk 1.1.09)

Art. 27 wet : opschoning van de tekst

B. inwerkingtreding van de volgende bepalingen op 02.04.2007:

* **Ouderstage:** art. 5, 11, 25 en 26 van de wet van 13.06.2006

* **Bemiddeling:** art. 7, punt 4, eerste lid, 3/; art. 13, 20, 22, 2/ van de wet van 13 juni 2006; artikelen 2 -> 5 en 10 van de wet van 15 mei 2006

* **art. 7.2/ van de wet van 13.06.2006** (uitsluitend wat betreft art. 37, § 2, tweede lid, en art. 37, § 2, derde lid, eerste zin): beperking van de maatregelen voor jongeren van minder dan 12 jaar (uitstel van die inwerkingtreding (vergeleken bij oktober 2006) = houdt verband met de (mogelijke) problematiek inzake Brussel: de verwijzing beperken tot jonge delinquenten -> probleem opgelost door aanpassing artikel door de wet houdende diverse bepalingen van 27.12.2006)

* **art. 15 van de wet van 15 mei 2006:** uitstel van deze inwerkingtreding (vergeleken bij oktober 2006) = houdt verband met de (mogelijke) problematiek inzake Brussel : de verwijzing niet beperken tot jonge delinquenten -> probleem opgelost door aanpassing artikel door de wet houdende diverse bepalingen van 27.12.2006)

C. Inwerkingtreding van de volgende bepalingen op 01.10.2007:

1. Bijzondere kamer (gekoppeld aan de toegevoegde rechters):

- art. 14, 21 behalve § 4, 24, 28, 29, 30, 32, 33, 35, 36 en 47 van de wet van 13.06.2006
- art. 6, 8, punt 1/, 12, 20 en 22 van de wet van 15.05.2006

2. Verplichte opleiding voor alle jeugdrechters : art. 33, 34 en 42, 1/ van de wet van 13-06-2006

D. Gesloten centrum : art. 21, § 4, van de basiswet en art. 18 van de wet -> **ressorteert onder de Regie der gebouwen en de aankoopcomités**

E. In behandeling :

– goedkeuring van de gemeenschappen vereist voor de inwerkingtreding van :

- art. 37, § 2, 3/ (referentieopvoeder)
- art. 37, § 2, 5/ (ambulante psychiatrische hulp)
- art 37, § 2, 6/ (toevertrouwen aan een rechtspersoon voor het leveren van een positieve prestatie)
- art. 37, §2bis, 4/: (ambulante hulp door een centrum voor geestelijke gezondheidszorg)
- art. 37, § 2ter, 4/ en 5/: programma gericht op herintegratie (lees : wederopname) in het schoolleven en leer- en opleidingsproject

- goedkeuring van Minister Demotte noodzakelijk voor de inwerkingtreding van art. 37, § 2, 9/ tot 11/: plaatsing in een ziekenhuis, een psychiatrische dienst of een dienst voor bestijding van drugsverslaving.